

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages..... 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS
ARRETES ET DECISIONS

2010

02 juil. - Acte additionnel A / SA. 02 / 07 / 2010 portant adoption de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ) et son plan d'actions..... 2

Ministère des Travaux Publics

Ministère de l'Economie et des Finances

2012

06 fév. - Arrêté interministériel n°003 / MTP / MEF portant création d'un comité interministériel d'étude des modalités de création d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics (STTP)..... 3

06 fév. - Arrêté interministériel n° 004/MTP/MEF portant nomination des membres du comité interministériel d'étude des modalités de création d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics (STTP)..... 4

Ministère des Mines et de l'Energie.

Ministère de l'Economie et des Finances.

10 avr. - Arrêté interministériel n° 021/2012/ MME/ MEF faisant obligation aux délégations spéciales des communes et des préfectures des localités minières de déclarer leurs recettes d'origine minière à l'ITIE Togo et à la Cour des Comptes..... 5

10 avr. - Arrêté interministériel n° 022 / 2012 / MME / MEF faisant obligation aux entreprises extractives de certifier leurs états financiers et de déclarer à l'ITIE Togo leurs paiements à l'Etat..... 5

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS
ARRETES ET DECISIONS

ACTE ADDITIONNEL A / SA. 02 / 07 / 2010 du 03 / 07 / 2010 PORTANT ADORTION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE COMMUNE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (PICAQ) ET SON PLAN D' ACTIONS

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Vu les Articles 7, 8 et 9 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu les dispositions de l'article 26 dudit Traité de la CEDEAO relatives notamment à l'harmonisation des politiques d'industrialisation des Etats membres en vue de la promotion du développement industriel régional et de l'intégration de leurs économies ;

Vu la Déclaration du 02 février 2008 du Sommet de l'Union Africaine sur le développement industriel de l'Afrique - Doc. Ex.CI/379 (XII) ;

Vu l'Acte additionnel 05/99 du 08 décembre 1999 de l'UEMOA adoptant la Politique Industrielle Commune de l'UEMOA ;

Vu la Décision C/NEC.2/11/86 du conseil des ministres relative à l'adoption du programme de développement industriel 1987-1991 ;

Vu la Décision C/NEC.2/11/86 du conseil des ministres relative à l'adoption du programme de relance économique en Afrique de l'Ouest, en son point V intitulé « Programme de restauration industrielle » qui prescrit des mesures nationales et communautaires de restauration et de coopération industrielles ;

Considérant l'engagement des Etats membres à promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union Economique de l'Afrique de l'Ouest, par l'adoption de politiques communes, notamment dans le secteur industriel ;

Préoccupées par le niveau d'harmonisation des politiques communes économiques, financières et industrielles, l'insuffisance des capacités industrielles, la faible compétitivité des industries existantes, les problèmes des facteurs de production, etc. ;

Convaincues de la nécessité de prendre en compte les programmes industriels en cours dans certains Etats membres, au niveau de l'UEMOA, ainsi que des expériences passées ;

Rappelant qu'afin de rendre la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest efficace et pragmatique, il importe de lui adjoindre un plan d'actions cohérent et réaliste, et de veiller au développement des programmes de renforcement des capacités ;

Conscientes de l'importance du secteur informel, de la nécessité de sa prise en compte suffisante dans la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest et son intégration dans le secteur formel en vue de lui permettre de jouer pleinement son rôle dans l'économie de la région ;

Soucieuses de promouvoir le développement harmonisé, d'organiser au mieux le secteur industriel de l'Afrique de l'Ouest pour le rendre moderne et compétitif et de disposer d'un mécanisme de financement approprié et adapté à l'industrie de la région ;

Desireuses d'adopter la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest et son Plan d'Action en vue de rendre l'industrie de la région performante et compétitive aux standards internationaux et accessibles aux marchés les plus exigeants ;

Sur proposition de la réunion des ministres en charge de l'Industrie des Etats membres de la CEDEAO qui s'est tenue les 22 et 23 avril 2010 à Abuja ;

Sur recommandation de la soixante quatrième Session ordinaire du conseil des Ministres que s'est tenue à Abuja du 31 mai au 2 juin 2010 ;

Après avis du Parlement de la CEDEAO ;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article Premier : Il est adopté par la présente, la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ) et son Plan d'Actions ci-joints.

Art. 2 : La Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest a pour vision générale de promouvoir un tissu industriel régional densifié, intégré et compétitif sur la scène internationale, respectueux de l'environnement et capable d'améliorer significativement à l'horizon 2030 le niveau de vie des populations de l'Afrique de l'Ouest.

Art. 3 : La Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest a pour objectif global d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, en soutenant la transformation industrielle endogène des matières premières locales, le développement et la diversification des capacités productives industrielles, ainsi que le renforcement de l'intégration régionale et des exportations des biens manufacturés.

Art. 4 : Les Etats membres veilleront à harmoniser leurs politiques nationales industrielles avec la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest visée à l'article 1^{er} du présent Acte additionnel.

Art. 5 : La Commission de la CEDEAO prendra les dispositions nécessaires en vue de la mise en œuvre diligente de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ) et son Plan d'Actions.

Art. 6 : Le présent Acte additionnel sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le journal officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa signature. Il sera également publié par chaque Etat membre dans un journal officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

Art. 7 :

1. Le présent Acte additionnel entre en vigueur dès sa publication. En conséquence, les Etats membres signataires

s'engagent à commencer la mise en œuvre de ses dispositions dès son entrée en vigueur.

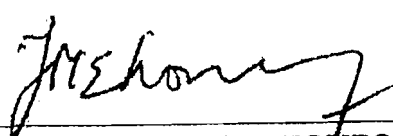
2. Le présent Acte additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

Art. 8 : Le présent Acte additionnel sera déposé à la Commission qui en transmettra copies certifiées conformes à tous les Etats membres et le fera enregistrer auprès de l'Union Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes organisations désignées par le conseil des ministres.

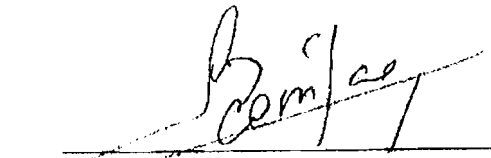
En foi de quoi, nous, chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le présent acte additionnel

Fait à Santa Maria (Ile de Sal) le 02 juillet 2010

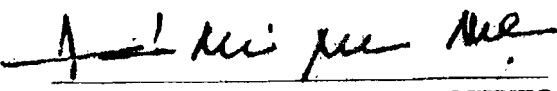
En un seul original, en français, en anglais et en portugais, les trois (3) textes faisant également foi



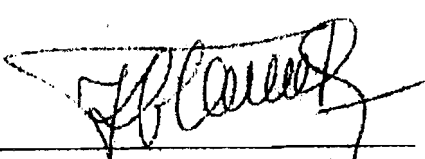
S. E. M. Jean-Marie EHOZOU
Pour et au Nom du Président de la
République du Bénin.




S. E. M. Blaise COMPAORE
Président du Faso



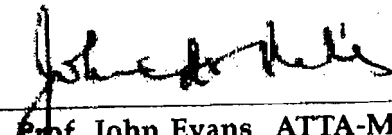
S.E.M. José Maria PEREIRA NEVES
Premier Ministre de la République du Cap Vert



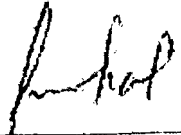
S.E.M Laurent GBAGBO
Président de la République de
Côte d'Ivoire




Aja Dr. Isatou Njie-SAIDY
Vice Président de la République de la Gambie,
Pour et au nom du Président de la
République de la Gambie



S.E. Prof. John Evans ATTA-MILLS
Président de la République du Ghana




S.E. Malam Bacai SANHA
Présidente de la République de
Guinée Bissau



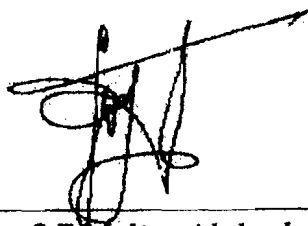
S. E. Mme. Ellen JOHNSON-SIRLEAF
Président de la République du Liberia



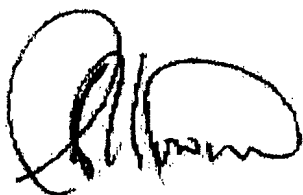
S.E.M. Amadou Toumani TOURE
Président de la République du Niger



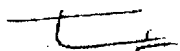
S.E. Dr. Goodluck Ebele Jonathan, GCFR
Président de la République Fédérale du
Nigeria et Commandant-en-Chef des
Forces Armées de la République Fédérale du
Nigeria, Président en exercice de la CEDEAO



S.E. Maitre Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal



S. E.M. Ernest Bai KOROMA
Président de la République de
Sierra Leone



S. E. M. Kofi ESAW
Pour et au Nom du Président de la République Togolaise

**Arrêté interministériel N° 003 / MTP / MEF du
06 février 2010 portant création d'un comité
interministériel d'étude des modalités de création
d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics
(STTP)**

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n°2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions
des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation
des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du
gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Considérant les nécessités de service ;

ARRETERENT :

Article premier : Il est créé et placé sous l'autorité conjointe du ministre chargé des Travaux publics et du ministre chargé des Finances, un comité interministériel d'étude des modalités de création d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics (STTP), ci-après désigné « *le comité interministériel* ».

Art. 2 : Le comité interministériel est chargé :

- d'apprécier la rentabilité économique et financière de la société par rapport aux résultats d'une étude de faisabilité ;
- de s'assurer de la viabilité et la pérennité de la société ;
- de faire un rapport aux ministres concernés sur les résultats obtenus.

Art. 3 : Le comité interministériel est composé de cinq (05) membres :

- deux (02) représentants du ministère des Travaux publics dont un (1) assure la présidence ;
- et trois (03) représentants du ministère de l'Economie et des Finances.

Art. 4 : Le comité interministériel peut faire appel à toute personne physique ou morale dont la compétence est jugée utile à l'accomplissement de sa mission,

Art. 5 : Le comité interministériel se réunit aussi souvent que nécessaire sur convocation de son président.

Art. 6 : Le comité interministériel rend régulièrement compte de l'état d'avancement de ses travaux aux ministres concernés.

Art. 7 : Les frais de fonctionnement du comité interministériel sont à la charge de la S.T.T.P. en formation.

Art. 8 : La mission du comité interministériel prend fin dès l'achèvement de ses travaux.

Art. 9 : Le directeur du cabinet du ministère des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 06 février 2012

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adjé Otèth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics
Tchamdja ANDJO

**Arrêté interministériel N° 004/ MTP / MEF du
06 février 2012 portant nomination des membres du
comité interministériel d'étude des modalités de
création d'une société Sino-Togolaise des Travaux
Publics (STTP)**

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n°2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté interministériel n° 003 du 06 février 2012 portant création d'un comité interministériel d'étude des modalités de création d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics (STTP) ;

Considérant les nécessités de service ;

ARRETERENT :

Article premier : Sont nommés membres du comité interministériel d'étude des modalités de création d'une société Sino-Togolaise des Travaux Publics (STTP), les personnes dont les noms suivent :

1. M. **Méwounesso SONDOU**, directeur de cabinet du ministère des Travaux publics, président ;
2. M. **Abélim PASSOLI**, conseiller technique du ministre des Travaux publics, 1^{er} rapporteur ;
3. M. **LOGOSSOU Koffi**, représentant la cellule juridique du ministère de l'Economie et des Finances, 2^e rapporteur ;
4. M. **OURO-GBLAO Tchédre**, représentant la direction du portefeuille du ministère de l'Economie et des Finances, membre ;
5. M. **AYEDJI Komla**, représentant la direction de l'Economie du ministère de l'Economie et des Finances, membre ;

Art. 2 : Le directeur du cabinet du ministère des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend

effet à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 06 février 2012

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adjé Otéth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics,
Tchamdja ANDJO

**Arrêté interministériel N°021 / 2012 / MME / MEF du
10 / 04 / 12 faisant obligation aux délégations
spéciales des communes et des préfectures des
localités minières de déclarer leurs recettes
d'origine minière à l'ITIE Togo et à la Cour des
Comptes**

**LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003-012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2010-024/PR du 30 mars 2010 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives ;

Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la lettre n° 2219/MEF/SP-PRPF du 25 juin 2009 relative à la manifestation de la volonté du gouvernement togolais d'adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;

Vu la lettre du président de l'ITIE en date du 15 novembre 2010 portant à la connaissance de la République togolaise son admission au statut de pays candidat par le conseil d'administration de l'ITIE réuni à Dar es Salam les 19 et 20 octobre 2010 ;

ARRETERENT :

Article premier : Afin de respecter les principes, critères et exigences de l'ITIE, toutes les délégations spéciales des communes et des préfectures des localités minières sont annuellement tenues de communiquer au conciliateur leurs recettes d'origine minière, selon les formulaires de déclaration et les délais convenus par le comité de pilotage de l'ITIE-Togo.

Art. 2 : Toutes les délégations spéciales des communes et des préfectures des localités minières sont tenues de faire parvenir à la Cour des Comptes, les déclarations sur les recettes qu'elles ont perçues des sociétés extractives pour une année donnée, au cours du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 3 : Le non-respect des dispositions du présent arrêté est considéré comme une faute lourde et les responsables sont punis conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Est, en outre, punie d'une amende d'un montant allant de cinq cent mille (500.000) à cinq millions (5.000.000) de francs CFA, sans préjudice d'autres peines prévues par la loi, toute délégation de commune ou de préfecture qui ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

En cas de récidive, ces amendes sont portées au double.

Art. 4 : Le coordonnateur national de l'ITIE-Togo et le directeur général des mines et de la géologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 10 avril 2012

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adjii Otèth AYASSOR

Le ministre des Mines et de l'Energie
Dammipi NOUPOKOU

**Arrêté interministériel N° 022 / 2012 / MME / MEF du
10 / 04 / 2012 faisant obligation aux entreprises
extractives de certifier leurs états financiers et de
déclarer à l'ITIE Togo leurs paiements à l'Etat**

LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003-012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2010-024/PR du 30 mars 2010 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives ;

Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la lettre n° 2219/MEF/SP-PRPF du 25 juin 2009 relative à la manifestation de la volonté du gouvernement togolais d'adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;

Vu la lettre du président de l'ITIE en date du 15 novembre 2010 portant à la connaissance de la République togolaise son admission au statut de pays candidat par le conseil d'administration de l'ITIE réuni à Dar es Salam les 19 et 20 octobre 2010 ;

ARRETERENT :

Article premier : Afin de respecter les principes, critères et exigences de l'ITIE, toute entreprise du secteur extractif régulièrement installée au Togo est annuellement tenue de faire certifier ses états financiers par un commissaire aux comptes ou un auditeur assermenté dont les normes d'audit sont conformes aux normes internationales.

Art. 2 : Toutes les entreprises du secteur extractif en activité au Togo sont tenues de communiquer au conciliateur, leurs paiements à l'Etat selon les formulaires de déclaration et les délais convenus par le comité de pilotage de l'ITIE-Togo.

Art. 3 : Les directeurs généraux des entreprises extractives doivent faire parvenir au ministre de l'Economie et des Finances et à celui chargé des Mines, une lettre leur notifiant leur engagement à s'assurer que leurs états financiers à déclarer feront l'objet d'audits conformément aux normes internationales, dès publication du présent arrêté.

Art. 4 : Est punie d'une amende d'un montant allant de cinq cent mille (500.000) à cinq millions (5.000.000) de francs CFA, sans préjudice d'autres peines prévues par la loi, toute entreprise extractive qui ne respecte pas les dispositions du présent arrêté

En cas de récidive, ces amendes sont portées au double.

La violation systématique et répétitive des dispositions du présent arrêté peut entraîner le retrait du permis d'exploitation ou de recherche/exploration par arrêté du ministre chargé des Mines.

Art. 5 : Le coordonnateur national de l'ITIE Togo et le directeur général des mines et de la géologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise,

Fait à Lomé, le 10 avril 2012

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adjii Otèth AYASSOR

Le ministre des Mines et de l'Energie
Dammipi NOUPOKOU